

Arnauld CAPPEAU

La gauche dans la V^e République

C'est en septembre 1789 que le mot « gauche » apparaît dans la grande salle des Menus-Plaisirs à Versailles où se réunissent encore les députés de l'Assemblée constituante. À l'occasion du vote sur le veto royal, les adversaires de celui-ci — tels Robespierre, Barnave, Pétion — se sont placés à la gauche du président de séance, Clermont-Tonnerre, comme ils avaient déjà commencé à en prendre l'habitude. Depuis cette époque, le mot a désigné ceux qui s'opposent aux réactionnaires, aux conservateurs, aux hommes d'ordre méprisant la liberté et l'égalité, les grands principes de l'émancipation des Hommes. D'abord soucieuse de liberté, une fois cette dernière obtenue, la gauche a ensuite combattu pour l'égalité, sous toutes ses formes (parfois sous la forme caricaturale de l'égalitarisme) : égalité politique (suffrage universel), égalité économique et sociale, égalité des sexes, des races, *etc.* En vérité, il n'y a plus, depuis longtemps, une gauche mais des gauches : trois gauches issues de trois révolutions successives. 1789 a donné naissance à la gauche républicaine (le radicalisme par exemple), la révolution industrielle à la gauche socialiste (parti de classe), la révolution bolchevique à la gauche communiste. Enfin, à côté ou en marge de ces trois gauches, une quatrième : l'ultra-gauche (ou gauchisme) issue de la révolte de Mai 68. La pluralité de la gauche et ses contradictions ont amené Raymond Aron à parler du « *mythe de la gauche* ». Rares ont été, en effet, sous la V^e République, les moments d'unité : le Programme commun en 1972, le gouvernement Mauroy de 1981 à 1984 et la « *gauche plurielle* » de 1997 à 2002. Bien plus nombreuses et plus longues ont été les périodes de désunion, voire d'hostilité appuyée, entre les différentes composantes de la gauche, tout particulièrement pendant le quinquennat de François Hollande (2012-2017).

En quoi la gauche, d'abord très mal à l'aise dans la République gaullienne, finit-elle par s'intégrer pleinement au point d'en être transformée ?

De 1958 à 1968, la gauche est mal à l'aise dans la V^e République car elle est marginalisée par les mécanismes politiques que cette dernière met en place

La gauche refuse la V^e République

→ Déjà, au début du XX^e siècle, l'intégration du socialisme français dans la vie parlementaire avait connu des difficultés : il n'était pas question pour lui de jouer le jeu parlementaire jusqu'au bout : comment un gouvernement socialiste pourrait-il exister en régime capitaliste ? C'est tout le débat entre Jules Guesde et Jean Jaurès. Quelques décennies plus tard, le dilemme se repose en termes institutionnels cette fois : comment un gouvernement socialiste pourrait-il exister en régime semi-présidentiel ?

→ Ce refus s'ancre dans des convictions politiques profondes sur ce que sont des institutions démocratiques et républicaines. Il se manifeste, en mai-juin 1958, contre le retour au pouvoir du général de Gaulle (manifestations de « *défense de la République* » où l'on retrouve toutes les figures de la gauche : Mitterrand, Mendès-France, Daladier, les communistes...). Pourtant, Guy Mollet entraîne une large fraction des députés SFIO à voter l'investiture du général de Gaulle. L'opposition interne entraîne une scission : c'est la naissance du PSA (Parti socialiste autonome) en 1959, devenu, avec l'unification de divers groupes de gauche, le PSU (Parti socialiste unifié) en 1960, qui défend clairement l'indépendance de l'Algérie.